

Rapport de présentation

L'article L131-10 du code de l'éducation rappelle que l'enseignement assuré dans le cadre de l'instruction dans la famille doit être conforme au droit de l'enfant à l'instruction, tel qu'il est défini à l'article L131-1-1 du code de l'éducation. Il prévoit également que le contenu des connaissances requis des élèves instruits dans la famille ou dans les établissements d'enseignement privés hors contrat est fixé par décret.

Actuellement, ce contenu, fixé par les articles D131-11 à D131-16 du code de l'éducation issus du décret n° 99-224 du 23 mars 1999 relatif au contenu des connaissances requis des enfants instruits dans la famille ou dans les établissements d'enseignement privés hors contrat, répond au droit de l'enfant à l'instruction défini à l'article L131-1-1.

Par ailleurs, dans le cadre des objectifs et missions de l'enseignement scolaire, l'article L122-1-1 du code de l'éducation, issu de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, a défini un socle commun de connaissances et de compétences que chaque élève doit acquérir à la fin de sa scolarité obligatoire.

Le contenu de ce socle commun est précisé à l'annexe visée à l'article D122-1 du code de l'éducation, issu du décret n° 2006-830 du 11 juillet 2006. Il développe l'ensemble des connaissances et des compétences que le droit de l'enfant à l'instruction a pour objet de garantir, conformément aux dispositions de l'article L131-1-1.

Même si aucune disposition législative n'oblige, dans le cadre de l'instruction dans la famille, à se conformer aux objectifs de l'enseignement scolaire précisés à l'article L122-1-1, il convient, dans un souci de simplification et de cohérence, d'unifier le contenu des connaissances et des compétences requis à l'issue de la période d'instruction obligatoire, quel que soit le mode d'instruction choisi.

C'est l'objet du présent décret.

L'article 1 définit le contenu des connaissances requis des enfants relevant de l'obligation scolaire qui reçoivent l'instruction dans la famille ou dans les classes des établissements d'enseignement privés hors contrat en référence au socle commun des connaissances et des compétences précisé à l'annexe de l'article D122-1 du code de l'éducation.

Les articles D131-13 à D131-16, qui détaillaient ce contenu, n'ont donc plus d'objet. L'article 3 les supprime.

L'article 2 maintient le principe de la liberté des choix éducatifs des parents, tout en précisant que la progression de l'enfant doit l'amener, à l'issue de la scolarité obligatoire, à la maîtrise de l'ensemble des exigences du socle commun.

L'article 4 modifie l'article D442-22 du code de l'éducation, en remplaçant la références aux articles D131-11 à D131-16 supprimés par la référence aux articles D131-11 et D131-12 qui précisent désormais le contenu des compétences requises pour les élèves des établissements privés hors contrat.